

### Un professeur de McGill reçoit un prix très estimé

Le prix Steacie pour 1973 a été remis récemment au Dr Philip Gold professeur de médecine et de médecine clinique, pour ses recherches sur le cancer.

Ce prix a été décerné chaque année depuis 1964, et ses récipiendaires représentent six disciplines différentes. Le Dr Gold est le deuxième titulaire appartenant au domaine médical.

Le prix Steacie vise à honorer un jeune savant qui a apporté une contribution marquante aux sciences. Il perpétue la mémoire de M. E.W.R. Steacie qui influença considérablement le développement des sciences au Canada jusqu'à sa mort en 1962.

C'est M. D.J. LeRoy, vice-président (scientifique) du Conseil national de recherche, qui, en tant qu'administrateur de la Fondation Steacie, a remis au Dr Gold un chèque de \$2000.

La citation accompagnant le prix déclarait que le travail du Dr Gold à l'hôpital Général de Montréal représente une remarquable combinaison de recherches fondamentales et de recherches appliquées. Sa découverte d'un antigène caractéristique dans le sang des malades souffrant de cancers de l'intestin a permis d'établir une méthode précieuse de diagnostic clinique du cancer de l'appareil digestif. De plus, ses études extensives sur les antigènes apportent de nouveaux aperçus sur les changements génétiques caractéristiques des cellules néoplastiques.

Par une heureuse coïncidence, on vient d'annoncer que l'Administration américaine des aliments et drogues a approuvé l'emploi, pour la détection du cancer, d'un test sanguin fondé sur les découvertes du docteur Gold.

### Nomination à la Commission mixte internationale

Le premier ministre Trudeau a annoncé récemment la nomination de Me Maxwell Cohen, de Montréal, comme membre de la Commission mixte internationale. Il succédera à l'ancien président, l'honorable Louis-J. Robichaud.

Me Maxwell Cohen, 63 ans, est professeur de droit à l'Université McGill depuis 1952. Il a commencé à enseigner le droit à l'Université McGill en 1945; il est devenu professeur agrégé en

1947 et professeur titulaire en 1952. Doyen de la faculté de droit de 1964 à 1969, il a rempli aussi les fonctions de directeur de l'Institut de droit aérien et spatial de la même Université. Il est présentement titulaire de la chaire de droit Macdonald.

Correspondant du *Christian Science Monitor* de 1941 à 1942, il a aussi rédigé pour *Saturday Night*, de 1957 à 1961, des articles sur les affaires étrangères.

Me Cohen remplit depuis longtemps des fonctions en rapport étroit avec les affaires internationales: en 1951, il s'est occupé de l'administration de l'assistance technique des Nations Unies, puis a fait partie, de 1959 à 1960, de la délégation canadienne à l'Assemblée générale des Nations Unies. Depuis 1948, il est membre du Bureau national de l'Association canadienne des Nations Unies.

Ancien président de l'Association pour le droit international, il fait aussi partie depuis 1956 de l'*International Rivers Committee* de cette Association (connu maintenant sous le nom de *Water Resources Committee*). Il a abondamment écrit sur des questions concernant les eaux internationales et particulièrement le bassin du Columbia. Il est depuis deux ans président du Comité consultatif des Conférences sur la mer et l'environnement du ministère des Affaires extérieures. Il a occupé pendant sept ans, jusqu'en 1971, les fonctions de président du Comité de droit constitutionnel et international de l'Association du Barreau canadien.

Me Cohen a fait partie d'un certain nombre de Commissions royales, tant fédérales que provinciales. Membre de la Commission royale d'enquête sur l'organisation du Gouvernement (Commission Glassco), il a dirigé l'étude relative au ministère des Affaires extérieures. Il a été président du Comité spécial créé par le ministère de la Justice pour étudier la propagande haineuse en 1965-1966. Il a aussi été président d'une Commission royale chargée d'une étude sur le Collège militaire de Saint-Jean (Québec) en 1967-1968, et d'une Commission royale de Terre-Neuve chargée d'étudier la législation ouvrière en 1969-1972. Il est, depuis 1972, président du Conseil consultatif de l'administration de la justice du Québec.

### Contribution du Canada au programme d'aide alimentaire mondiale

Le ministre fédéral de l'Agriculture M. Eugene Whelan, a annoncé que la contribution du Gouvernement du Canada au Programme d'alimentation mondiale (PAM) des Nations Unies serait de 40 millions de dollars.

Cette contribution pour les années 1975-1976 représente une augmentation de 18 p. cent sur celle versée par le Canada pour la période 1973-1974.

Vingt-cinq pour cent du montant total sera versé en espèces et le reste en nature, a déclaré le ministre.

Par le passé cette partie de l'aide canadienne consistait en grains et en aliments à haute teneur en protéine: poudre de lait écrémé, fromage, poisson et oeufs déshydratés.

La déclaration de M. Whelan en ce qui a trait à la contribution canadienne a été lue par M. Léopold Coriveau, secrétaire parlementaire du ministre de l'Agriculture, à la Conférence du Programme d'aide à l'alimentation mondiale des Nations Unies, à New York.

"La Conférence a lieu à un moment difficile où les approvisionnements alimentaires sont limités, mais l'augmentation de la contribution canadienne aidera, j'en suis confiant, à solutionner le problème des prix et des approvisionnements.

"Même si la demande du marché est forte, il y a en même temps beaucoup trop de gens qui ont besoin d'une aide alimentaire. Les Canadiens sont conscients de l'étendue de ce problème.

"Plusieurs lettres que j'ai reçues me pressent d'accroître l'aide canadienne à l'alimentation par le biais de mon ministère. Il n'y a plus présentement d'excédents de denrées mais nous faisons tout ce qui est en notre pouvoir en vue d'aider à parer à cette situation critique de l'alimentation dans le monde pour les années 1975-1976.

Le PAM poursuit environ 600 projets dans quelque 90 pays. Il fournit des secours d'urgence à plusieurs pays qui font face à des catastrophes naturelles ou à celles dues à l'erreur humaine, à la seule condition que l'aide accordée soit utilisée en vue du développement économique et social.

Le Canada se situe au deuxième rang pour l'importance des contributions qu'il a faites au PAM depuis sa création en 1963.